

Projets de paysage

Revue scientifique sur la conception et l'aménagement de l'espace

Chiara Santini

Note de lecture du livre de Pierre Pinon

Reading report of Pierre Pinon's book

Paris détruit. Du vandalisme architectural aux grandes opérations d'urbanisme

Pierre Pinon

Paris, Parigramme, 2011, 317 p

L'auteur

Pierre Pinon, architecte et historien, enseigne à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville et à l'École de Chaillot. Chercheur associé à l'Institut national d'histoire de l'art, il est aussi membre de la commission nationale des Monuments historiques et de la commission du Vieux Paris. Il a consacré de nombreux ouvrages à l'urbanisme parisien. Entre autres : *Les Traversées de Paris : deux siècles de révolutions dans la ville* (sous la dir. de Pinon, P.), 1989 ; *Paris-Haussmann. Le pari d'Hausmann* (sous la dir. de Pinon, P. et Cars, J. de), 1991 ; *Paris, biographie d'une capitale* , 1999 ; *Atlas du Paris haussmannien : la ville en héritage. Du second Empire à nos jours* , 2002 ; *Louis-Pierre et Victor Baltard* , 2005 ; *Les Plans de Paris* (en coll. avec Le Boudec, B.), 2005.

Le sujet du livre

Ce livre raconte l'histoire d'une ville qui n'est plus. Des démolitions dues à la volonté de moderniser le tissu urbain ou à la spéculation ou encore à la guerre, aux destructions volontaires inspirées par le désir d'effacer les symboles du pouvoir, Pierre Pinon nous présente un chapitre important de l'urbanisme parisien : celui de l'effacement et de la transformation du patrimoine historique de la capitale. Au travers des destructions et des dévastations qui ont caractérisé l'évolution de la ville, du XVII^e siècle à l'époque contemporaine, il nous livre un tableau en filigrane de l'histoire de Paris qui fait état non seulement des opérations ordinaires de renouvellement architectural, mais aussi d'épisodes plus violents qui ont atteint le bâti lors des révolutions (1789-1794 et 1870-1871). Cette narration passionnante, très bien documentée, non seulement par le texte mais aussi par un riche appareil iconographique, ne se limite pourtant pas à reconstituer la séquence des événements qui ont transformé l'image de la ville. Par une approche critique qui analyse les représentations ainsi que les différents jugements portés par les historiens, les écrivains et les savants contemporains ou non aux faits, Pinon reconstitue aussi l'histoire du développement de la pensée patrimoniale vis-à-vis d'une ville qui est encore fortement menacée par des opérations d'urbanisme entraînant la destruction ou la transformation de ses édifices de valeur. Loin de tout anachronisme, il montre combien la sensibilité vis-à-vis non seulement des monuments, mais aussi du bâti historique, a évolué au fil des époques et combien le patrimoine « est moins un objet qu'une attitude consistant à penser que certains édifices ont une valeur particulière en dehors de leur valeur d'usage » (p. 17). Puisque « la ville se fabrique autant par destruction que par construction » (p. 14), il faut par conséquent se poser la question de l'articulation entre la spéculation foncière, le principal moteur de l'évolution urbaine selon une logique de longue durée historique, et la sauvegarde des traces historiques. Il ne s'agit donc pas de figer la ville à une époque donnée de son histoire, mais plutôt d'arriver à faire interagir, d'une part, les travaux nécessaires et légitimes de transformation et d'aménagement et, d'autre part, les attentes des habitants (et des touristes) qui, avec la même légitimité, tiennent à préserver une ville façonnée par l'histoire (p. 300).

Structure et thèmes du livre

Le livre s'organise autour de cinq périodes de l'histoire de la ville dans lesquelles l'auteur vise à concilier deux rythmes différents : celui « lent et ordinaire du renouvellement architectural » et celui « brutal et spectaculaire des révolutions » (p. 21).

La première période présente les destructions et les actions de renouvellement urbain d'ancien régime. Entre le XVI^e siècle et la Révolution, Paris se développe le long des routes qui sortent de la ville. Les villages de la périphérie, ainsi que les hôtels particuliers, les jardins et les marais sont, petit à petit, lotis et intégrés dans le tissu urbain. Au centre-ville l'habitat se fait de plus en plus dense, mais les chantiers de rénovation se limitent à des interventions ponctuelles qui n'entament pas de percements ou de destructions importantes. Les travaux de voirie, en fait, sont rares. À part la démolition de l'enceinte de Philippe Auguste et le percement de quelques routes à travers des champs et des jardins, il faut attendre 1608 pour voir débiter le chantier de la première rue droite de la ville, la rue Dauphine, qui prolonge vers le sud la perspective du pont Neuf. Les ponts font en revanche l'objet d'opérations plus amples : avec un édit de 1786 on commence à entreprendre la destruction des maisons qui les longent en empêchant la vue sur le fleuve et à songer à l'ouverture des quais. De modestes interventions de dégagement intéressent aussi quelques palais majeurs et quelques églises dont les façades sont agrémentées par des places (Palais-Royal, Palais de justice, Notre-Dame).

Le renouvellement architectural subit une accélération considérable à la Révolution, suite au fait que la nation devient propriétaire des biens de l'Église et de la Couronne qui représentent environ 1/8 de la superficie de Paris. Au-delà des épisodes de « vandalisme », qui pourtant touchent surtout les sculptures, les destructions amènent à l'ouverture de voies nouvelles, à la construction de nouveaux bâtiments, à la mise en place d'équipements publics (la Bourse, des marchés couverts, des entrepôts) et au développement des actions de lotissement. Évacués et mis en vente à partir du premier octobre 1792, une bonne partie des églises, des couvents, des collèges et des monastères du centre-ville sont démolis, ainsi que les abbayes de proximité. Ces suppressions donnent lieu à quelques opérations de voirie (pour l'étude desquelles on nomme la « commission des artistes » en 1793) et à des spéculations immobilières dont le pouvoir révolutionnaire est l'un des plus importants protagonistes. Bien que moins nombreux que ceux des années 1775-1785, certains lotissements, concernant principalement des propriétés conventuelles, transforment de manière significative le paysage parisien. L'une des entreprises les plus remarquables, en ce sens, est la suppression, dans le quartier à côté des jardins des Tuileries, des couvents des Feuillants, des Capucins et de l'Assomption qui entament les projets de percement de la première tranche des rues de Rivoli, Castiglione et des Pyramides. Entre toutes les démolitions de l'époque révolutionnaire, la plus fameuse reste pourtant celle de la prison de la Bastille dont, ironie du sort, il avait déjà été question avant la chute de la monarchie. Le démantèlement de la forteresse, qui dure presque trois ans, se transforme en un « chantier spectacle » : une foule de visiteurs se presse pour assister aux travaux, tandis que l'entrepreneur Palloy utilise les pierres de taille pour faire sculpter des « souvenirs » (presse-papiers, statuettes, encriers, modèles réduits de la prison) distribués gratuitement (p.

90).

Pourtant, tous les biens de l'Église et de la Couronne ne sont pas condamnés à la vente et à la destruction. Une fois les symboles religieux et monarchiques supprimés des monuments, les pouvoirs révolutionnaires s'empressement de mettre en place des commissions pour faire un état des lieux des œuvres d'art majeures et d'instaurer des mesures de conservation. Cette démarche ne concerne pas, au moins au début, les bâtiments. Il faut attendre le *Rapport sur les destructions opérées par le vandalisme, et sur les moyens de le réprimer* de l'abbé Henri Grégoire, présenté en août 1794, pour que la Convention légifère contre le vandalisme et la destruction des biens nationaux. Ces mesures, qui jouent une importance fondamentale dans la constitution d'une « pensée patrimoniale » ont pourtant une efficacité très limitée.

La deuxième période aborde les transformations urbaines de la capitale pendant la première moitié du XIXe siècle, quand, passées les années tumultueuses de la Révolution, le renouvellement urbain reprend des rythmes plus ordinaires. La pression foncière provoque la vente et le lotissement des hôtels particuliers situés dans les quartiers périphériques. Le centre-ville est en revanche théâtre de quelques opérations d'élargissement, de dégagement et de percement, pendant que le démantèlement et le lotissement des biens nationaux mis en vente se poursuivent. Sous l'impulsion de Napoléon Ier sont réalisés les projets pour l'ouverture de la rue de Rivoli et le réaménagement des terrains entre le Louvre et les Tuileries et du quartier de Notre-Dame. À l'époque de la monarchie de Juillet, sous la direction du préfet de la Seine Claude Philibert Rambuteau, d'importantes percées, comme l'ouverture de la rue d'Arcole entre Notre-Dame et l'Hôtel de Ville, voient le jour. La mise en place des quais de la Seine et le dégagement de certains monuments, comme le Panthéon, l'École de chirurgie, les thermes de Cluny, entraînent eux aussi des destructions. Entretemps, l'opinion publique commence à être sensibilisée au concept de bien national et des auteurs, tels que Victor Hugo, lèvent leur voix pour protester contre cette « démolition de la vieille France » et le vandalisme. La constitution de deux commissions pour la conservation des monuments historiques (en 1834 et en 1837) marque une démarche importante pour la prise en compte du patrimoine dans la mise en place des projets d'aménagement.

La troisième période est consacrée à la deuxième moitié du XIXe siècle. La première partie présente les grands travaux haussmanniens (1852-1870) qui, en bouleversant les quartiers historiques, ont un fort impact sur l'imaginaire des parisiens. Avant de se pencher sur les destructions entreprises par la préfecture de la Seine, Pinon présente brièvement l'historiographie concernant cet épisode si marquant dans l'histoire de Paris en se concentrant sur les différents jugements qui ont été portés sur Haussmann et son projet dans la première moitié du XXe siècle. Les destructions consécutives aux grands travaux sont ensuite présentées sous plusieurs angles de vue : les chantiers, leur description et représentation, les réactions des historiens et des archéologues. Pinon arrive ainsi à mettre en lumière la réalité matérielle des différentes opérations et leur lecture par les contemporains. Ce deuxième aspect de la narration est d'autant plus intéressant qu'il rend bien compte de l'impact sur la collectivité des grands chantiers des percées et de l'approche

sélective vis-à-vis du patrimoine. Ce dernier, sensible aux monuments datant de l'époque romaine et du Moyen Âge et en revanche plutôt indifférent au bâti de l'âge classique, caractérise les critiques des historiens et des savants contemporains, ainsi que les campagnes mises en place pour la sauvegarde de certains monuments (par exemple les arènes de Lutèce).

La deuxième partie se concentre sur les destructions provoquées par la Commune qui représentent, en raison de leur rapidité, de leur violence et de leur extranéité à tout plan de renouvellement urbain, l'un des épisodes les plus marquants de l'histoire de la ville. Au-delà des dégâts provoqués par le siège et les bombardements des Prussiens, les destructions les plus significatives ont lieu lors de la répression organisée par le gouvernement siégeant à Versailles contre la ville insurgée. Aux démolitions provoquées par la construction des barricades et leur bombardement, il faut ajouter celles opérées par les communards dans la semaine sanglante qui signe les derniers jours de la résistance de la ville. Il s'agit d'incendies liés aux combats et d'incendies volontaires et symboliques contre les lieux représentant le pouvoir : le 22 mai 1871, les fédérés mettent le feu au ministère des Finances de la rue de Rivoli et à l'hôtel de la Légion d'honneur, le 23 mai c'est au tour du palais des Tuileries et le 24 mai de l'Hôtel de Ville. Ces deux derniers épisodes marquent particulièrement l'imaginaire des parisiens : les bâtiments brûlent pendant plusieurs jours et laissent des ruines majestueuses qui posent la question de la procédure à adopter pour le traitement des vestiges. Si l'Hôtel de Ville est reconstruit presque à l'identique à partir de 1874, la reconstruction des Tuileries apparaît tout de suite plus controversée. Les ruines du château de Marie de Médicis restent en place jusqu'en décembre 1882 quand le gouvernement les met aux enchères et les adjuge à l'entrepreneur Achille Picart. Dépourvu d'un clair projet de reconstruction, le terrain sur lequel s'élevait le palais reste vague jusqu'en 1888.

La quatrième période présente les travaux de renouvellement urbain entamés entre la fin du XIXe siècle et les années 1970. Après l'épisode de la Commune, les destructions ordinaires reprennent (nouvelles percées, nouvelles démolitions d'églises et d'hôtels particuliers). La démolition d'édifices historiques connaît pourtant un ralentissement surtout grâce à la mise en place d'institutions et d'associations consacrées à la sauvegarde du patrimoine dont l'efficacité grandit au fil des années, comme l'Association des amis des arts parisiens, fondée en 1885, la Commission départementale des sites et monuments naturels de la Seine, créée en 1906, ou encore la Commission des perspectives monumentales (1909). La préfecture de la Seine se dote elle aussi d'institutions consacrées à la sauvegarde du patrimoine urbain : à la fin du XIXe siècle le Comité technique de la ville de Paris et la Commission du Vieux Paris (créée en 1897) voient le jour. Même s'ils n'ont qu'un pouvoir de proposition en ce qui concerne les destructions conséquentes à la mise en place des projets d'aménagement, ils jouent pourtant un rôle important dans le développement des études sur l'histoire de la ville (et de son esthétique) et les campagnes de sensibilisation de l'opinion publique. En outre, en 1916, toujours à l'initiative de la préfecture de la Seine, est institué un Casier archéologique et artistique qui vise à recenser tous les édifices ayant une valeur patrimoniale.

La dernière partie de cette période est consacrée à l'analyse des destructions opérées dans le

cadre de deux programmes spécifiques : celui de la démolition des prisons et celui de la démolition ou de la réhabilitation des « îlots insalubres ».

La cinquième période aborde enfin une analyse des destructions entamées dans le tissu urbain entre les années 1970 et l'aube du XXI^e siècle quand les politiques de renouvellement doivent faire face à la valeur reconnue du patrimoine historique parisien. Cette nouvelle attitude face à la ville historique a, selon Pinon, deux conséquences : si la démolition des édifices de valeur ne cesse pas, elle devient pourtant plus difficile à cause de l'attention que la presse porte à ce genre d'opérations ; la conversion des quartiers d'habitation en quartiers d'affaires s'opère selon des modalités plus discrètes, qui harmonisent les nouvelles réalisations avec le paysage urbain. À la lumière de ces considérations, l'auteur présente quelques exemples des procédures opératives et des débats qui caractérisent l'urbanisme parisien de ces quarante dernières années (le « façadisme » ou les combats suscités par le projet de destruction des pavillons de Baltard aux Halles et des maisons anciennes du quartier de l'Horloge à Beaubourg, etc.).

Notes

Chiara Santini

Historienne des jardins et des paysages et ingénieur de recherche à l'École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille (ENSP).

Courriel : c.santini@versailles.ecole-paysage.fr

Bibliographie